



Search for Common Ground

Confiance, Collaboration, Percées



MALI: SCAN DE CONFLIT

“*Nedew Ashika !* Demain ensemble” - Unis pour la paix à Kidal

Région Kidal – Cercle Kidal – Commune [Anefif, Essouk, Kidal]

JUIN 2022

Contact:

Tahirou DOUNDA

Directeur Pays

Search for Common Ground

Bamako-Mali

Email : tdounda@sfcg.org

Sory Ibrahima COULIBALY

DM&E-Officer

Search for Common Ground

Gao-Mali

Email : sicoulibaly@sfcg.org

Table des matières

<i>Table des matières</i>	2
<i>Sigles et abréviations</i>	3
Résumé exécutif	4
2. Contexte du conflit scan	6
2.1. Objectif du conflit scan	6
2.2. Méthodologie	6
3. Evolutions récentes	6
3.1. Evolution du contexte sécuritaire	6
Perception divisée sur la situation sécuritaire depuis le départ des forces Barkhanes	7
Situation sécuritaire améliorée dans la commune de Kidal depuis le départ des jeunes vers les sites aurifères	8
3.2. Evolution des dynamique de conflits	8
3.3. Influence du contexte sur la dynamique locale	9
3.3.1. l'opérationnalisation du BATFAR	9
3.3.2. La relation entre les communautés et les éléments du BATFAR	10
3.3.3. La mise en œuvre du projet	10
3.3.4. Les service de l'État	11
4. Analyse ne pas nuire et recommandations sensibles aux conflits	11
4.1. Les risques pour le projet et sur la cohésion sociale dans la zone.	11
4.2. Les opportunités	12
4.5. Recommandations	13
5. Conclusion	14
6. Annexes	15

Sigles et abréviations

BATFAR : Bataillon des Forces Armées Reconstitué

CAFA: Coordination des Associations Féminines de l’Azawad

CAFO: Coordination des Associations et Organisations Féminines du Mali

CICR: Comité International de la Croix Rouge

CMA : Coalition du Mouvement de l’Azawad

CSA : Commission de Suivi de l’Accord

CSP: Cadre Stratégique Permanent

DDR : Désarmement Démobilisation Réinsertion

EEI: Engin Explosif Improvisé

ERAR : Equipe régionale d’Appui à la réconciliation

FGD : Focus Group Discussion

KII : Key Informant Interviews

MINUSMA: Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali

RECOTRADE: Réseau des Communicateurs Traditionnels

1. Résumé exécutif

Ce conflit scan a été réalisé dans le cadre du projet “Nedew Ashika” (demain ensemble - unis pour la paix à Kidal) mise en œuvre par Search For Common Ground et financé par l’Union Européenne dans la région de Kidal dans les communes de Anefif, Essouk et Kidal. Ce scan de conflit a touché 155 personnes dont 34 femmes, 29 jeunes 18 ans à 35 ans et 8 éléments de BATFAR.

Au cours du premier semestre de l’année 2022, la région de Kidal a connu une relative accalmie sécuritaire, nonobstant quelques attaques contre les civils et les casques bleus¹. Cependant, on constate une division sur la perception de la situation sécuritaire, d’un côté les membres de la population qui atteste que le départ des forces Barkhane a diminué les représailles des groupes djihadistes dans la localité, et de l’autre côté ceux affirmant que ce départ va accroître les risques d’incursions.

Certains membres de la communauté affirment que tant que l’accord issu du processus d’Alger reste bloqué, le contexte sécuritaire ne changera pas car les forces armées Maliennes ne pourront pas poursuivre leur travail régulier. Durant les derniers six mois, une perception positive des communautés a été relayée sur les BATFAR, notamment dans la commune de Kidal où une relation de proximité s’est installée. Toutefois, une limitation demeure tant que les éléments des groupes radicaux ne sont pas intégrés² dans les rangs des BATFAR et que le déploiement n’est pas effectif au niveau de Anefif et Essouk..

Au-delà du contexte sécuritaire, des tensions communautaires persistent à cause de la rareté des ressources, la mauvaise exploitation des ressources et le manque d’inclusion, amplifiés par une pression démographique exponentielle³, la récurrence de la sécheresse, le changement climatique et les inondations, lesquelles exacerbent davantage *les tensions liées aux ressources naturelles* entre les membres de la communauté mais aussi avec d’autres groupes comme les personnes déplacées internes (PDI). Aussi, les jeunes sont toujours perçus comme des acteurs de l’insécurité dans la zone.

Les risques pour le projet et sur la cohésion sociale dans la zone demeurent :

- **Amplification des incursions des groupes armés** suite au retrait des forces Barkhane car la faiblesse des structures de défense sécuritaire laisse la communauté vulnérable à toute menace d’incursion.
- **Intensification des tensions liées à l’application de l’accord d’Alger** impactant sur la situation sécuritaire actuelle à cause du non opérationnalisation des BATFAR dans la région de Kidal.
- **Amplification des tensions communautaires (cohésion verticale et horizontale)** exacerbant les divisions existantes dues à la mauvaise gestion des ressources.
- **Intensification de la perception négative des interventions humanitaires**
- **Polarisation croissante des rôles des jeunes sur l’aggravation de la sécurité** entraînant une stigmatisation des jeunes.

¹ Source : [Profil humanitaire de la Région de Kidal Juin 2022](#) et ACLED Juin 2022

² L’intégration des éléments des groupes fait partie des clauses de l’accord issu du processus d’Alger

³ En juin, la région a accueilli environ 1 600 personnes déplacées en provenance de celle de Ménaka selon l’ONG SOLISA, à la suite d’affrontements entre des groupes armés

- **Amplification des conflits de leadership et de lutte de pouvoir** entre des acteurs étatiques ou entre les forces armées.

Ce conflit scan a permis de ressortir **les recommandations** principales telles que

- La facilitation la mise en œuvre de l'accord issu du processus d'Alger par l'Etat en initiant un cadre d'échange permettant de la résolution des tensions liées à l'application de l'accord, favorisant l'opérationnalisation de l'armée reconstituée et le déploiement dans toute la Région
- L'initiation et/ou la création d'un cadre d'échange inclusif et transparent avec les mouvements signataires de l'accord d'Alger et une diversité de leaders communautaires de Kidal afin de mieux prendre en compte les préoccupations des populations sur les questions de paix, de sécurité et de cohésion sociale. Le caractère inclusif de ce cadre permettrait également de favoriser la cohésion et de réduire les conflits de leadership
- Le renforcement des mécanismes de gestion de conflits existants pour prévenir les risques et dans les mécanismes communautaires pour la résolution pacifique des conflits.
- La mise en place d'un système de redevabilité pour garantir la cohésion sociale afin que les activités de projet ne contribuent pas à détériorer la situation actuelle de la région.
- La formation des éléments des BATFAR sur la protection des civils
- L'amplification des activités civilo-militaire afin de pérenniser les acquis en termes de confiance entre les communautés et les BATFAR;
- La prise en compte de l'inclusivité (implication de toutes les communautés) dans la mise en œuvre de chaque activité de ce projet afin de ne pas contribuer à détériorer le tissu social.

2. Contexte du conflit scan

Sept ans après la signature des accords d'Alger par les principaux groupes armés engagés dans le conflit du Nord du Mali, le processus de désarmement et réintégration des combattants démobilisés se heurte à des obstacles importants dans le nord du pays. La région de Kidal, où ont été redéployées les autorités intérimaires en 2017, est encore traversée par de vives tensions opposant certains groupes signataires aux représentants des autorités gouvernementales. La conséquence la plus récente de ces différends dans la conception de la gouvernance du nord du Mali s'est concrétisée dans les entraves au déploiement des bataillons des forces armées reconstituées (BATFAR) à Kidal ces derniers mois. Le déploiement de ces forces s'avère difficile à cause de la complexité de mise en œuvre de l'accord d'Alger menacé par la volatilité de la situation sécuritaire au nord du Mali.

Search for Common Ground (Search) met en œuvre un projet de 18 mois dont l'objectif général est de **contribuer à la stabilisation du cercle de Kidal**. Les conflict scan réalisés dans le cadre de ce projet permettent de suivre les dynamiques de conflit existant dans la région, afin de permettre au projet d'adapter sa stratégie de mise en œuvre en tenant compte de l'approche « Ne pas nuire ».

2.1. Objectif du conflit scan

Ce second "Conflict Scan" avait pour objectif de suivre l'évolution des conflits, notamment ceux en lien avec l'opérationnalisation du bataillon de l'armée reconstituée dans le cercle de Kidal.

Les objectifs spécifiques de ce conflit scan se déclinent comme suit :

Objectif 1 : Analyser le contexte actuel directement lié à la dynamique et à la trajectoire des conflits ;

Objectif 2 : Analyser les risques induits par l'évolution des conflits en lien avec le projet;

Objectif 3 : Analyser le « **Do No Harm** » et faire des recommandations sensibles aux conflits.

2.2. Méthodologie

Le scan de conflit a été réalisé dans les communes Anéfif, Essouk et Kidal, dont la méthodologie a reposé sur une approche qualitative. 13 Focus Group de Discussion (FGD) avec la participation de 104 personnes et 51 entretiens individuels clés (KII) ont été réalisés auprès d'acteurs clés et des membres de la communauté. Au total, 155 personnes ont été touchées dont 34 femmes, 29 jeunes et 8 membres du BATFAR permettant de dégager les différentes tendances relatées dans ce rapport.(voir la désagrégation des participants aux différents entretiens KII et FGD en annexe).

3. Evolutions récentes

3.1. Evolution du contexte sécuritaire

Au cours du premier semestre de l'année 2022, la région de Kidal a connu une relative accalmie sécuritaire, nonobstant quelques attaques contre les civils et les casques bleus⁴. Une accalmie ressentie par

⁴ Source : [Profil humanitaire de la Région de Kidal Juin 2022](#) et ACLED Juin 2022

certaines populations interviewées durant ce scan. Les sections suivantes nous donneront les perceptions des communautés sur leur situation sécuritaire et conflictuelle.

- **Perception divisée sur la situation sécuritaire depuis le départ des forces Barkhanes**

Certains membres de la communauté dans les trois communes considèrent la présence des forces Barkhanes, à travers les contrôles faites, comme des limitations à leur liberté de circulation, mais non pas comme des mesures préventives assurant leur sécurité. Ils pensent que le départ des forces Barkhane a induit à un sentiment de liberté sur leur pouvoir d'agir individuel. Aussi surtout, ils interprètent ce départ comme le signe de réduction des risques de représailles des groupes djihadistes dans leur communauté, lesquels amplifient leurs attaques à causes des forces Barkhanes, ce qui selon certains communauté a positivement contribué à la situation d'accalmie communautaire actuelle.

Toutefois, les participants aux différents entretiens et groupes de discussion ont des avis divergents concernant le contexte sécuritaire :

- D'un côté, **certaines membres de la communauté pensent que la diminution des EEI dans leur localité est liée au départ des forces Barkhane** comme l'ont affirmé certains répondants de la commune d'Essouk. Les EEI ciblaient les forces Barkhanes selon la communauté interviewée car les groupes radicaux amplifiaient leurs attaques en fonction de la présence des forces barkhanes. En conséquence, depuis le départ de ces forces les groupes radicaux ont aussi diminué leurs représailles, laissant à la communauté une situation d'accalmie. Une situation aussi induite par la mise en place du cadre stratégique permanent⁵ (CSP) qui est un nouveau dispositif sécuritaire ayant pour objectif la sécurisation des personnes et de leurs biens.
- De l'autre côté, **des communautés qui appréhendent l'intensification des incursions des groupes radicaux depuis le départ des forces barkhanes**. Certains membres de la commune d'Anéfif, bien qu'ils se réjouissent du départ de Barkhane, reconnaissent l'utilité de cette force qui était selon eux un rempart contre les extrémistes radicaux. « *L'aspect négatif qu'à eu le retrait des forces Barkhane est l'éclosion ou l'émergence des troupes djihadistes qui se voient gagner du terrain*⁶ ». Certains membres de la communauté appréhendent cette menace dans leur zone même si aucune incursion n'a été rapportée/constatée selon eux depuis les six derniers mois.

Aussi, les communautés affirment que tant que l'accord issu du processus d'Alger reste bloqué, le contexte sécuritaire ne changera pas car les forces armées Maliennes ne pourront pas poursuivre leur travail régalién. En effet, certains répondants jeunes et femmes de Anéfif et Essouk, paradoxalement, affirment que depuis le retrait de Barkhane, ils remarquent la présence accrue des membres des groupes radicaux dans leur commune, dont le risque des incursions est élevé à cause de la faible présence de la communauté des mouvements arabes (CMA) qui assure la sécurité au niveau de Kidal.

Des rumeurs ont été aussi rapportées par la communauté interviewée sur les exactions commises par les forces armées maliennes accompagnées par des mercenaires étrangers.

⁵ Cadre Stratégique Permanent: est une coalition de mouvements politiques et militaires du nord du Mali, formée le 6 mai 2021. Elle réunit la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) et la Plateforme des mouvements du 14 juin 2014 d'Alger.

⁶ FGD Femmes : commune d'Essouk

De façon unanime tous les participants aux différents entretiens s'accordent à dire qu'il y a moins d'incident majeur sur le plan sécuritaire, car il ressort des données que les communautés vaquent régulièrement à leur occupations sans risque d'être victime d'obus, d'engin explosif, de braquage ou vol à main armée à l'intérieur d'une commune aussi bien qu'entre les communes.

- ***Situation sécuritaire améliorée dans la commune de Kidal depuis le départ des jeunes vers les sites aurifères***

La découverte des sites aurifères dans la Région a induit le déplacement massif des jeunes hommes, qui est perçu comme un facteur contribuant à la diminution des incidents sécuritaires par certains membres de la communauté. En effet, les jeunes hommes sont perçus comme acteurs de l'insécurité dans la Région et particulièrement la ville de Kidal à cause de leur situation socio-économique. *“La situation a changé, il y a moins de voleur car les jeunes sont partis vers les sites d'orpaillage, ce qui a beaucoup diminué le banditisme dans la région”*.

Cette évolution actuelle est en grande partie due au départ des forces Barkhane et la découverte des sites d'orpaillage dans la région, cependant l'avancée des groupes extrémistes radicaux soulignée par certains participants reste de la présomption.

Indicateurs de sécurité perçus par la population

Ces indicateurs ont été exprimés par les participants aux groupes de discussion :

- Les civils peuvent circuler à tout moment, même la nuit à l'intérieur et même entre les localités
- Les boutiques sont ouverts jusqu'à 22h
- Les vols à mains armées ont considérablement diminué
- On entend de moins en moins les vols de moto, de téléphones
- Les éléments du CMA sont visibles au niveau de tous les carrefours de la ville et durant les patrouilles de nuit

3.2. Evolution des dynamique de conflits

Les conflits communautaires demeurent toujours présents et continuent à amplifier les tensions entre les différents membres de la communauté et les acteurs étatiques.

La rareté des ressources, la mauvaise exploitation des ressources et le manque d'inclusion, amplifiés par une pression démographique exponentielle⁸, la récurrence de la sécheresse, le changement climatique et les inondations exacerbent davantage **les tensions liées aux ressources naturelles** entre les membres de la communauté mais aussi avec d'autres groupes comme les personnes déplacées internes (PDI). Des ressources qui attirent aussi la convoitise **des groupes armées** qui veulent avoir le contrôle des ressources, amplifiés par la corruption de l'Etat dans la gestion des ressources disponibles.

La population de Kidal est confrontée à des problèmes structurels de développement et d'accès aux services sociaux de base. La faible présence d'acteurs humanitaires et de développement accentue ces

⁷ FGD femme: Commune de Kidal

⁸ En juin, la région a accueilli environ 1 600 personnes déplacées en provenance de celle de Ménaka selon l'ONG SOLISA, à la suite d'affrontements entre des groupes armés

difficultés et constitue un défi dans la réponse aux besoins des populations⁹. En effet, les aides destinées à la population sont sources de conflits, notamment à Annefif, dans la mesure où les dons faites par les organisations non gouvernementales (ONG) sont perçus ne pas être réparti équitablement et même souvent n'atteignent pas les véritables cibles ce qui fragilise sérieusement la cohésion sociale au sein des communautés selon les répondants. ***Ces distributions sont la cause de tension entre les autorités locales et les membres des communautés***, accusant une gestion unilatérale des aides destinés aux communautés par les autorités.

Le contrôle des postes de sortie d'entrée au niveau de la commune de Kidal est aussi source de tension entre la CMA, la plateforme¹⁰ et l'EIGS. ***La lutte de pouvoir*** entre ces groupes pour avoir le contrôle des entrées et des sorties des véhicules, et ainsi avoir le contrôle des taxes pour financer leur mouvement, induit à des tensions violentes.

La mise en œuvre de l'accord issu du processus d'Alger ne connaît pas d'avancée significative selon certains répondants et accuse l'État malien de bloquer la mise en œuvre de cet accord. Tant que cet accord n'est pas intégralement mis en œuvre, il y aura toujours des tensions entre l'État malien et les groupes armés; cet état de fait ressort dans tous les entretiens. Toutefois, il a été relevé par certains entretiens faits que des efforts ont été fournis de part et d'autre à travers le déploiement des BATFAR dans la région, cependant beaucoup restent à faire quant à l'application intégrale de l'accord car dans ce rapport il ressort qu'il y a des tensions liées à l'application de cet accord. Depuis l'arrivée du premier bataillon, les groupes armés bloquent l'arrivée d'autres bataillons qu'ils conditionnent à l'application intégrale de l'accord. Aussi, les bataillons BATFAR sont déployés à Kidal sans aucun pouvoir de jouer leur rôle de sécurisation des communautés ; induisant à un accaparement de ce rôle par les groupes armés.

3.3. Influence du contexte sur la dynamique locale

3.3.1. L'opérationnalisation du BATFAR

Les éléments de BATFAR demeurent à Kidal et leur opérationnalisation reste un défi majeur pour l'État. Le [premier scan de conflit](#) avait permis de démontrer les avantages et les inconvénients liés au déploiement des BATFAR dans la région de Kidal. Durant les derniers six mois, les perceptions des communautés ont changé sur les BATFAR. Ce changement est observé à travers la libre circulation des éléments du BATFAR à l'intérieur de la ville de Kidal et aussi leur coopération avec les communautés (activités conjointes communautaires, participation aux jeux sportifs). Toutefois, une limitation demeure tant que les éléments des groupes radicaux ne sont pas intégrés (l'intégration des éléments des groupes fait partie des clauses de l'accord issu du processus d'Alger) dans les rangs des BATFAR.

Certains éléments du BATFAR partagent cet avis sur leur opérationnalisation car ils ont affirmé lors des FGD « *Nous pensons que tant que l'accord n'est pas appliqué les BATFAR resteront toujours cantonnés, on ne pourra pas assurer notre mission sur le terrain malgré que nous avons la liberté de sortir du camp pour vaquer à nos occupations sans problème¹¹* ». Beaucoup reste à faire quant à l'opérationnalisation du BATFAR, malgré quelques missions des éléments du BATFAR en compagnie de la MINUSMA. Le

⁹ Source : Profil humanitaire de Kidal - Juin 2022 - OCHA

¹⁰ Plateforme: est une alliance de groupes armés maliens pro-gouvernementaux formée le 14 juin 2014 à Alger

¹¹ FGD : BATFAR, commune de Kidal

redéploiement d'un nouveau bataillon des BATFAR, ces derniers six mois, peine toujours à être effectif alors que ce nouveau redéploiement est très attendu par la population. Les tensions liées à l'application de l'accord issu du processus d'Alger est la principale cause du non opérationnalisation des BATFAR dans la région de Kidal. Pour aboutir à cette opérationnalisation l'État doit s'activer dans la résolution des tensions liées à l'application de l'accord. Il convient de souligner que la mise en œuvre intégrale de l'accord amènera une suppression des groupes signataires car les éléments constituant ces groupes doivent intégrer les BATFAR.

3.3.2. La relation entre les communautés et les éléments du BATFAR

La relation entre les éléments du BATFAR et la communauté est plus forte à Kidal que dans les autres communes, car le campement est à Kidal. Les répondants dans les communes de Anefif et Essouk connaissent l'existence de BATFAR mais n'ont pas de relation de proximité avec les éléments de cette force. Cette relation entre la communauté de Kidal et les éléments du BATFAR¹² est devenue bonne, même s'ils ne jouent pas encore leur rôle régaliens de sécurisation des personnes et de leur bien. Selon les personnes interviewées, les éléments du BATFAR sont libres de leur mouvement en ville et entretiennent de bonne relation avec la communauté à travers leur participation dans des événements culturels ou en octroyant des soins médicaux à la communauté. Cette amélioration de la qualité de relation, comparée à la méfiance de la communauté relatée dans le scan de conflit de 2021, est parmi les résultats des activités¹³ du projet « **Nedew Ashika** » selon les répondants.

"Les activités du projet ont plutôt suscité l'enthousiasme des communautés qui se sentent impliquées dans la reconstruction du tissu social, Ces interventions du projet n'ont contribué en aucun cas à détériorer les relations entre éléments du BATFAR et les communautés... au contraire elles ont permis le rapprochement et le renforcement des relations par exemple l'organisation des journées de reboisement¹⁴".

3.3.3. La mise en œuvre du projet

Dans les trois communes d'intervention du projet, les activités ont permis aux communautés de comprendre le rôle et la mission des BATFAR, favorisant ainsi à déconstruire la méfiance de la population envers les BATFAR.

" Le projet Nedew Ashika est très apprécié à travers les activités menées. Les tables rondes, les dialogues communautaires ont donné l'occasion aux gens de parler et discuter de leurs problèmes. Les activités conjointes menées (assainissement, tournois, remises des dons) avec les BATFAR ont renforcé les relations de confiance. Ça apporté un changement visible sur les mentalités et le vivre ensemble¹⁵".

Selon les participants, les **dialogues communautaires** ont permis d'établir la communication et ont amené les communautés à discuter des sujets qui divisaient. Quant aux **tables rondes** diffusées sur les radios

¹² BATFAR: le rôle primordial des BATFAR est la sécurisation des personnes et de leurs dans la région de Kidal, Les BATFAR sont constitués d'éléments des mouvements armés signataire de l'accord d'Alger et militaires de l'État malien.

¹³ Les activités qui ont le plus marqué les esprits des communautés sont entre autres: les activités conjointes (journée d'assainissement, le don de sang, la célébration des fêtes du 20 janvier et du 22 septembre à travers des matchs de football, la distribution des kits au niveau de certaines écoles de Kidal

¹⁴ KII : autorité administrative, commune de Kidal;

¹⁵ KII : Agent de la MINUSMA, commune de Kidal

partenaires, elles ont permis aux communautés de comprendre le rôle et la mission des BATFAR et aussi l'importance de la cohésion sociale.

3.3.4. Les service de l'État

En juin, la région a accueilli environ 1 600 personnes déplacées en provenance de Ménaka à la suite d'affrontements entre des groupes armés¹⁶. La population de Kidal est confrontée à des problèmes structurels de développement et d'accès aux services sociaux de base quasi inexistantes, lesquels risqueraient de s'intensifier avec l'arrivée massive de PDI. Les services de santé et d'éducation existants fonctionnent avec des ressources limitées (les enseignants sont des bénévoles et le fonctionnement des écoles est assuré par les cotisations des parents d'élèves) car les fonctionnaires de l'Etat ont tous abandonné leur poste par souci de sécurité. Selon les personnes interviewées, les personnes disposant de capacités requises travaillent au sein de MINUSMA et des ONGs bien qu'ils continuent de percevoir leur salaire d'enseignant. Spécifiquement dans la commune d'Anéfif, les écoles sont fermées depuis un an, quant à la santé le Comité International de la croix rouge (CICR) assure le fonctionnement de l'hôpital et des centres de santé dans les trois communes.

4. Analyse ne pas nuire et recommandations sensibles aux conflits

4.1. Les risques pour le projet et sur la cohésion sociale dans la zone.

- **Amplification des incursions des groupes armés** : si le retrait des forces Barkhane divise la communauté, l'amplification des incursions des groupes armés demeurent un risque commun pour les communautés de Kidal. En effet, la faiblesse des structures de défense sécuritaire laisse la communauté vulnérable à toute menace d'incursion. La dégradation de la situation sécuritaire demeure un risque récurrent, d'autant plus que l'accord d'Alger tarde à être mis en place, induisant à des luttes de pouvoir entre la CMA, la plateforme¹⁷ et l'EIGS pour avoir le contrôle de certaines zones stratégiques.
- **Intensification des tensions liées à l'application de l'accord d'Alger** impactant sur la situation sécuritaire actuelle à cause du non opérationnalisation des BATFAR dans la région de Kidal. Pour aboutir à cette opérationnalisation l'État doit s'activer dans la résolution des tensions liées à l'application de l'accord car la **stagnation de la mise œuvre de l'accord d'Alger** peut être un risque pour la paix dans la région. Durant les derniers six mois, les perceptions des communautés ont changé sur les BATFAR. Toutefois, une limitation demeure tant que les éléments des groupes radicaux ne sont pas intégrés (l'intégration des éléments des groupes fait partie des clauses de l'accord issu du processus d'Alger) dans les rangs des BATFAR
- **Amplification des tensions communautaires (cohésion verticale et horizontale)** exacerbant les divisions existantes dues à la mauvaise gestion des ressources. La forte arrivée des PDI dans la Région peut amplifier les tensions autour de l'accès et la gestion de ces ressources.
- **Intensification de la perception négative des interventions humanitaires** : la mauvaise gestion des aides par les partenaires locaux se répercute sur la perception des interventions humanitaires

¹⁶ OCHA - Juin 2022

¹⁷ Plateforme: est une alliance de groupes armés maliens pro-gouvernementaux formée le 14 juin 2014 à Alger

par la population, pouvant induire à un découragement quant à leur participation dans tout projet mis en œuvre dans leur communauté

- **Polarisation croissante des rôles des jeunes sur l'aggravation de la sécurité** entraînant une stigmatisation des jeunes. Si la perception d'accalmie relatée est affiliée à la découverte des sites aurifères et au départ des jeunes pour leur exploitation, la polarisation quant à leur implication fragilise l'acceptation des jeunes des potentiels rôles qu'ils peuvent jouer dans l'apaisement de la situation sécuritaire à travers le projet.
- **Amplification des conflits de leadership et de lutte de pouvoir** entre des acteurs étatiques ou entre les forces armées, pouvant empêcher les communautés de prendre part aux activités du projet. Il est important de mentionner qu'à chaque fois qu'il y a des tensions entre groupes armés, les communautés évitent des rassemblements pour ne pas être prises pour cibles.

4.2. Les opportunités

Des mécanismes de gestion des conflits sont opérationnels au niveau des communes comme les mouvements de jeunes, les associations de femmes, les ambassadeurs de paix, les autorités traditionnelles, les comités locaux de gestion des conflits, les cadis, la CMA.

- **Les mouvements de jeunes** regroupent le conseil communal, le conseil régional et le conseil des jeunes du CMA pour la région de Kidal. Ces mouvements sont mis en place par les différentes associations de jeunes dont le rôle est de gérer les conflits entre les jeunes du niveau local vers la région.
- **Les associations de femmes** : la Coordination des associations féminines de l'azawad (CAFA) et la coordination des associations et organisations féminines du Mali (CAFO). Ces deux coordinations ont la charge de gérer tous litiges opposant les femmes entre elles. Ces coordinations ont des démembrements au niveau de chaque commune de la région.
- **Les ambassadeurs de paix** mis en place par Search au sein des différentes communes d'intervention du projet. Ils jouent un rôle dans la prévention et la gestion des conflits. Ils peuvent être sollicités par tous les membres de la communauté.
- **Les autorités traditionnelles** peuvent être sollicitées par la communauté pour gérer des conflits entre les membres de la communauté et bénéficient de la confiance de l'ensemble des membres de la communauté.
- **Les comités locaux de gestion des conflits** au niveau des différentes communes du Mali. Ce sont les démembrements de l'équipe régionale d'appui à la réconciliation (ERAR). Les ERAR ont été mis en place par le gouvernement malien dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de réconciliation nationale, ensuite les **CCR** ont été mis en place au niveau de chaque commune par les ERAR. Les ERAR et comités locaux de gestion des conflits sont constitués par les leaders religieux, les chefs traditionnels, le réseau des communicateurs traditionnels (RECOTRADE) et d'autres acteurs influents de la société civile. Ils ont pour vocation de prévenir ou gérer les conflits.
- **La CMA** dans la région de Kidal assure la sécurité des personnes et de leurs biens, considérés par les communautés comme des garants de la gestion des conflits.

- **Les cadis**, des juges de la religion musulmane remplissant des fonctions civiles, judiciaires et religieuses. Ils tranchent les litiges qui leurs sont adressés selon la charia¹⁸ coranique.

Ces mécanismes sont tous opérationnels au niveau des différentes communes d'intervention. Cependant la structure des mécanismes permet de comprendre qu'il y a des mécanismes exclusivement pour les jeunes et les femmes, malgré l'existence de mécanismes exclusivement femme et jeune ces derniers (jeunes et femmes) peuvent solliciter d'autres mécanismes pour la gestion des affaires qui les concernent. Il ressort des entretiens que les membres qui constituent ces mécanismes sont écoutés et respectés par les communautés et ne souffrent pas de contestation. Il est quand même important de préciser que les mécanismes les plus sollicités selon les communautés interviewés sont la CMA et les cadis.

4.5. Recommandations

La réalisation de ce scan de conflit a permis d'adresser un certain nombre de recommandations, dont la plupart demeurent les mêmes par [rapport au conflit scan de 2021](#) tant que l'accord d'Alger n'est pas effectif et que les éléments de BATFAR ne sont pas opérationnels.

Pour l'état :

- Faciliter la mise en œuvre de l'accord issu du processus d'Alger
 - Initier un cadre d'échange permettant de la résolution des tensions liées à l'application de l'accord, favorisant l'opérationnalisation de l'armée reconstituée et le déploiement dans toute la Région
 - Etablir un calendrier consensuel et réalisable dans le temps sur la mise en œuvre de l'accord d'Alger pour permettre aux BATFAR d'accomplir leurs missions;

Pour les partenaires :

- Initier et/ou créer un cadre d'échange inclusif et transparent avec les mouvements signataires de l'accord d'Alger et une diversité de leaders communautaires de Kidal afin de mieux prendre en compte les préoccupations des populations sur les questions de paix, de sécurité et de cohésion sociale. Le caractère inclusif de ce cadre permettrait également de favoriser la cohésion et de réduire les conflits de leadership;
- Faire un plaidoyer auprès des représentants de l'Etat pour un retour des services étatiques (santé, eau et éducation) du fait des besoins exprimés par la population en matière de stabilité, qui incluent des besoins en services de base tels que l'accès à des structures de santé.
- Renforcer et investir dans les mécanismes existants pour prévenir les risques et dans les mécanismes communautaires pour la résolution pacifique des conflits.;
- Renforcer les activités de solidarité et de dialogue portant sur des thématiques de paix, de sécurité et de gouvernance pouvant renforcer la cohésion verticale et horizontale;
- La mise en place d'un système de redevabilité pour garantir la cohésion sociale afin que les activités de ce projet ne contribuent pas à détériorer la situation actuelle de la région.
- Formation des éléments des BATFAR sur la protection des civils et le renforcement des cadres de dialogue et échange permanent entre les civils et les BATFAR (comme les activités civilo-militaire, les activités de solidarités, etc) afin de pérenniser les acquis en terme de confiance et la compréhension mutuelle entre les communautés et les BATFAR

¹⁸ Charia: Loi canonique islamique régissant la vie religieuse, politique, sociale et individuelle.

- Tenir compte de l'inclusivité (implication de toutes les communautés) dans la mise en œuvre de chaque activité de ce projet afin de ne pas contribuer à détériorer le tissu social (par exemple lors des financements des micro-projets pour le développement socio-économique de la région au profit des jeunes et femmes)
- Elaboration d'un cahier de charge pour toutes les passations de marchés dans le cadre des réhabilitations et réalisations que le projet sera amené à faire et partager ce cahier de charge avec les comités de suivi mis en place afin de prévenir tout conflit pouvant découler des différentes réalisations

5. Conclusion

Au cours du premier semestre de l'année 2022, les communautés de Kidal ont une perception divisée sur la situation sécuritaire depuis le départ des forces Barkhanes. D'un côté, certaines communautés pensent que la diminution des EEI dans leur localité est liée au départ des forces Barkhane et de l'autre côté, **des** communautés qui appréhendent l'intensification des incursions des groupes radicaux depuis le départ des forces barkhanes. La découverte des sites aurifères dans la Région a induit le déplacement massif des jeunes hommes, qui est perçu comme un facteur contribuant à la diminution des incidents sécuritaires par certains membres de la communauté.

Les conflits communautaires demeurent toujours présents et continuent à amplifier les tensions entre les différents membres de la communauté et les acteurs étatiques, notamment *les tensions liées aux* ressources naturelles entre les membres de la communauté mais aussi avec d'autres groupes comme les personnes déplacées internes (PDI), les tensions entre les autorités locales et les membres des communautés, accusant une gestion unilatérale des aides destinés aux communautés par les autorités.

La mise en œuvre de l'accord issu du processus d'Alger ne connaît pas d'avancée significative selon certains répondants et accuse l'État malien de bloquer la mise en œuvre de cet accord. Tant que cet accord n'est pas intégralement mis en œuvre, il y aura toujours des tensions entre l'État malien et les groupes armés. Toutefois, des efforts ont été fournis de part et d'autre à travers le déploiement des BATFAR dans la région, cependant beaucoup restent à faire quant à l'application intégrale de l'accord.

L'analyse montre clairement que les activités du projet ont largement contribué à améliorer la cohésion sociale entre les communautés et les BATFAR car la communauté comprend mieux le rôle et la mission des BATFAR.

L'amplification des incursions des groupes armés, l'intensification des tensions liées à l'application de l'accord d'Alger, l'amplification des tensions communautaires (cohésion verticale et horizontale), l'intensification de la perception négative des interventions humanitaires, la polarisation croissante des rôles des jeunes sur l'aggravation de la sécurité et l'amplification des conflits de leadership et de lutte de pouvoir demeure les principaux risques sur le projet et la cohésion sociale.

Le projet ou toutes autres initiatives devraient tenir compte des opportunités existantes en matière de cohésion sociale comme les mouvements de jeunes, les associations de femmes, les ambassadeurs de paix, les autorités traditionnelles, les comités locaux de gestion des conflits, les cadis, la CMA.

6. Annexes

Termes de référence du conflit scan

Outils de collecte du conflit scan

Quelques images de la collecte des données

Tableau 1 : situation des personnes touchées lors des KII par type d'acteur

CIBLES	COMMUNES			Total
	ANEFIF	ESSOUK	KIDAL	
Ambassadeurs de paix	3	2	2	7
Autorités Administrative	1	2	1	4
Autorités coutumière	2	0	3	5
Autorités locales (Maire et Adjoint)	1	1	1	3
Autorités religieuses	2	2	1	5
CMA/Plateforme	2	2	2	6
Elément de la Minusma	0	0	1	1
FDS	0	0	3	3
Leaders Femmes	2	2	2	6
Leaders Jeunes	1	2	2	5
Membre de l'ERAR de Kidal	0	0	1	1
Membre de la commission DDR	0	0	1	1
Membre de la commission de suivi de l'accord (CSA)	0	0	1	1
Professionnels Media	1	0	1	2
Services Techniques	0	1	0	1
Total	15	14	22	51

Tableau 2 : situation des FGD organisés par localité

CIBLES	COMMUNES			Total
	ANEFIF	ESSOSUK	KIDAL	
Hommes	1	1	1	3
Femmes	1	1	1	3
BATFAR	0	0	1	1
Jeunes de (18 à 35 ans)	1	1	1	3
Adolescent de (12 à 17 ans)	1	1	1	3
Total	4	4	5	13